

Et qu'a dit le ministre pour justifier cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des Québécois? Que c'était simplement parce qu'ils ont élu un gouvernement séparatiste. C'est une tentative de justifier la détermination du gouvernement fédéral à les faire souffrir afin qu'ils se disent que s'ils souffrent, c'est parce qu'ils ont élu le Parti québécois au pouvoir. Ce n'est pas ce genre de tactique qui sauvegardera l'unité du pays. Comment se sont-ils justifiés? Le ministre a déclaré que les négociations avaient duré trois semaines. C'est ridicule. Les quatre premiers ministres des provinces de l'Ouest ont démenti formellement cela. Ils ont dit que ce n'était absolument pas vrai. Ils ont été plus ou moins consultés, mais, les derniers jours, ils n'ont pas pu en parler entre eux, parce qu'on leur a dit que c'était secret. C'est donc de la pure fiction.

● (1642)

Le ministre a prétendu que le ministre québécois des finances n'avait rien dit lorsque ces questions avaient été abordées en sa présence. Pourquoi aurait-il dit quoi que ce soit? C'étaient ses affaires et sa taxe de vente. Pourquoi en aurait-il parlé au ministre fédéral des Finances, quand ce dernier essaie de venir lui dire à coups de gourdin ce qu'il doit faire de la taxe de vente du Québec. Je comprends très bien que Parizeau n'ait rien dit. Il a bien fait. Il n'avait pas à en parler.

Puis il a abordé quatre ou cinq autres points, disant que si le Québec faisait cela, il faudrait accorder la même chose aux autres provinces. C'est parfait. Si le gouvernement admet avec lui, comme il serait normal, que le Québec a le droit de faire cela, il ne lui reste plus qu'à proposer la même chose aux autres provinces. Il n'y a rien qui l'en empêche.

Le ministre a dit que cette réduction sélective allait favoriser les uns et pénaliser les autres. Qu'est-ce que cela change? J'ai déjà expliqué que, dans toutes les provinces du Canada, le système de taxes de vente pénalisait certains secteurs et en favorisait d'autres. Certaines provinces, comme Terre-Neuve, en exemptent tous les vêtements et taxent d'autres secteurs. La méthode change d'une province à l'autre. Donc l'argument du ministre ne tient pas.

Deuxièmement, il a dit que c'était une mesure protectionniste qui allait nous mener à une balkanisation du commerce canadien. Quelle bêtise! Actuellement chacune des dix provinces a ses propres taxes de vente. C'est ce qui se passe actuellement. Il n'est pas question de balkanisation. D'une certaine façon, on peut parler de balkanisation économique dans le régime actuel. Il existe un certain protectionnisme. On peut, en effet, parler de protectionnisme lorsqu'une province dit qu'il faut être résident pour y obtenir un emploi, que vous avez 10 p. 100 de chances de plus que les autres de voir une soumission acceptée si vous habitez la province. Voilà où réside la véritable balkanisation; ce n'est pas dans des mesures touchant la taxe de vente.

Troisièmement, le ministre a affirmé que cela allait coûter cher et encourager l'évasion fiscale. J'ignore comment il en est arrivé à cette conclusion. Il n'y a là aucun rapport de cause à effet. Comme je l'ai indiqué, les taux varient d'une province à l'autre.

Quatrièmement, il a prétendu que le gouvernement québécois avait fait preuve de mauvaise foi. Il aurait fallu faire plus tôt ces propositions aux représentants de cette province et en discuter. Pourquoi? J'en ai déjà parlé. Qu'est-ce qui permet de

dire qu'ils ont fait preuve de mauvaise foi? S'il y a quelqu'un qui a fait preuve de mauvaise foi, c'est bien le gouvernement fédéral qui, fort de ses pouvoirs fiscaux, essaie de forcer les provinces à faire à sa guise, peu importe leur opinion.

Cinquièmement, le ministre a déclaré que le gouvernement fédéral accepterait que la province du Québec utilise à d'autres fins sa quote-part de 1 p. 100. Dans sa magnanimité, le gouvernement fédéral, sous l'égide de M. Trudeau, s'est montré disposé à permettre à la province d'utiliser le 1 p. 100 de la taxe qu'elle devait financer elle-même, ce qui représente une somme de 46 millions de dollars, comme elle le voudrait, mais que les 2 p. 100 financés par le gouvernement fédéral devaient s'appliquer à tout ce qui est assujéti à la taxe.

Imaginez un peu, le gouvernement fédéral qui permet au gouvernement québécois de faire ce qu'il veut de son argent! N'est-ce pas là une preuve de la grandeur d'âme du pouvoir central? Voici que le ministre a l'effronterie de venir nous dire, de venir prétendre ici même à la Chambre, que le gouvernement fédéral a fait une grande concession. C'est d'une arrogance inégalable. Grand Dieu, nous avons le devoir d'en informer les Canadiens. Nous courons vers un désastre si jamais cette équipe devait être réélue et persistait dans son attitude. Si jamais cette équipe est reportée au pouvoir, nous vivrons non plus dans un régime fédéral, mais dans un régime unitaire. Dieu seul sait ce qui arrivera à notre pays. La belle affaire: le gouvernement va permettre au Québec de disposer comme il l'entend de sa réduction de 1 p. 100.

Le ministre a dit qu'il s'agissait d'une petite crise provoquée par le Québec. En quoi a-t-elle pu être provoquée par le Québec? C'est non pas le Québec qui a provoqué cette crise, mais le gouvernement qui a présenté le budget lundi de la semaine dernière. Le Québec n'a rien provoqué. Tout au plus le Québec est-il intervenu pour rappeler que la taxe de vente relevait de sa compétence, pour annoncer de quelle façon il entendait se servir de l'offre du gouvernement fédéral, et celui-ci tente de l'écraser par une démonstration de la force brutale qu'il peut déployer et de la crainte qu'il peut inspirer dans ses relations avec les provinces. Personnellement, je souhaite que M. Parizeau ne lâche pas prise.

Cela fait six ans que j'assiste aux conférences fédérales-provinciales et que j'y vois la bande d'en face se servir de toute sa force financière et fiscale pour tenter d'écraser toute opposition. A mon sens, nous avons là la plus belle illustration de l'attitude du régime Trudeau en matière de relations fédérales-provinciales, attitude caractérisée par le centralisme, l'arrogance, et le recours à la force; bref, une attitude à la Kung-Fu. Grâce à sa force financière, le gouvernement Trudeau met sous sa botte quiconque refuse d'obtempérer. C'est un gouvernement à la Kung-Fu, un gouvernement qui parcourt tout le pays fondant au pied tous ceux qui commettent l'imprudence de ne pas être d'accord avec lui, de ne pas se conformer à ses ordres. C'est le Parrain. C'est la mafia libérale, qui multiplie dans tout le pays ses offres qu'on n'a pas le choix de refuser. Il suffirait de revoir «Le Parrain» pour mieux comprendre comment notre pays est dirigé.

Nous ne pourrions avoir d'unité au pays, monsieur l'Orateur, que dans la diversité. Si le Québec veut agir d'une certaine façon, dans ses domaines de compétence, il faut le lui permettre. Et il en va de même pour l'Ontario, Terre-Neuve, ou toutes les autres provinces. Nous n'avons pas un gouvernement